

<https://divergences.be/spip.php?article3955>



Quel est le devoir de la gauche israélienne ??

- Aujourd'hui - 2025 - Février 2025 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 janvier 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [972mag](#)

Quel est le devoir de la gauche israélienne en période de génocide ?

Depuis l'assaut du 7 octobre, la gauche israélienne est plus divisée et marginalisée que jamais, la lutte commune entre Palestiniens et Juifs étant à son point de rupture. Pourtant, ils continuent de viser un changement politique à long terme.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH213/9721-2-f6ce8.jpg>]

En juin dernier, la nouvelle d'une fusion entre deux partis politiques israéliens vétérans de la gauche de l'échiquier sioniste, Labor et Meretz, est passée sans grande fanfare. Le parti travailliste, autrefois hégémonique, n'occupe plus que quatre des 120 sièges de la Knesset, et le Meretz a été complètement éliminé lors des élections de 2022, ce qui n'est guère surprenant. Faute d'une vision alternative convaincante à l'assujettissement perpétuel des Palestiniens sous la botte de l'armée israélienne, la gauche parlementaire israélienne - aujourd'hui dirigée par Yair Golan, encore un ancien général de l'armée, qui a mené les appels à l'invasion du Liban au cours de l'été - a été condamnée à l'insignifiance.

"Il n'y a pas de politique de gauche en Israël ; c'est une réalité que beaucoup ignorent", a tweeté l'activiste palestinien Hamze Awawde en juillet. Ses remarques ont été formulées après que la Knesset a adopté une résolution s'opposant à la création d'un État palestinien par 68 voix contre 9, seuls les législateurs des partis dirigés par des Palestiniens ayant voté contre. "Bien qu'il existe des mouvements de gauche au niveau local, la politique de gauche en tant que force politique n'existe tout simplement pas en Israël.

La question de savoir comment les gauchistes peuvent le mieux faire évoluer la politique israélienne de l'intérieur, en l'absence d'un leadership politique de gauche, suscite un débat sans fin parmi les militants sur le terrain. Depuis le processus de paix d'Oslo, la sagesse conventionnelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la gauche, a rejeté tout potentiel politique pour les gauchistes israéliens - en raison de la petite taille du camp, de sa faiblesse électorale, de ses luttes intestines et de son abandon de la solidarité et du leadership palestiniens.

La marginalisation totale de la gauche, imposée par la police israélienne politisée, n'a fait que s'accélérer depuis le 7 octobre. Même les membres des familles des otages israéliens, qui appellent à un cessez-le-feu afin de libérer leurs proches, sont harcelés et traités de traîtres gauchistes. La répression accrue de la société palestinienne a, elle aussi, radicalement limité l'horizon de la dissidence ou de l'action politique collective au cours de l'année écoulée. Quelques jours à peine après l'attaque du Hamas, les citoyens palestiniens ont été confrontés à une campagne d'intimidation, de persécution, de surveillance et de harcèlement soutenue par le gouvernement.

Néanmoins, l'année écoulée a vu les militants israéliens de gauche persister dans leurs efforts pour renforcer leur pouvoir en vue d'un avenir plus pacifique, plus juste et plus égalitaire pour les Israéliens et les Palestiniens.

Le "camp de la paix", plus proche de la gauche sioniste, largement représenté par des ONG et financé par la philanthropie internationale, se reconstitue actuellement après le choc des attaques du Hamas du 7 octobre et le désespoir de l'assaut israélien sur la bande de Gaza qui s'en est suivi. Plus à gauche, un réseau plus restreint d'organismes reçoit moins d'attention internationale et se retrouve souvent mis à l'écart, même par le camp de la paix. Qu'ils soient antisionistes, non sionistes ou qu'ils refusent toute catégorisation, ces militants se situent à l'extrême gauche de la société israélienne, parfois qualifiée de "gauche radicale".

Contrairement au camp pacifiste dominant, ils se sont opposés sans équivoque à la guerre actuelle dès son commencement - et ils appellent au démantèlement du régime israélien d'occupation, d'apartheid et de suprématie juive. Ils mettent l'accent sur l'organisation de la base au sommet, le renforcement de la lutte commune des Juifs et des Palestiniens et la mise en évidence des liens entre la domination coloniale d'Israël sur les Palestiniens et l'inégalité des classes ethniques au sein de la société israélienne.

La plupart du temps, on peut trouver ces militants en train de planifier des manifestations contre la guerre ou d'y participer, ou encore de s'engager dans une "présence protectrice", c'est-à-dire de soutenir physiquement les communautés palestiniennes de Cisjordanie occupée qui risquent d'être expulsées en raison de la violence des colons et de l'armée. Nombre d'entre eux ont fait de la prison pour avoir refusé le service militaire obligatoire et se joignent régulièrement aux manifestations organisées par les Palestiniens en Cisjordanie et à l'intérieur d'Israël.

Aucun ne se fait d'illusions sur le fait que la pression interne de la gauche sera le facteur décisif pour forcer Israël à mettre fin à son carnage à Gaza ; au contraire, tous appellent les gouvernements étrangers à cesser d'envoyer des armes à Israël. La résignation et le désespoir sont les sentiments dominants. Mais ils considèrent leur activisme comme le strict minimum dans leur position de privilège relatif, même s'ils reconnaissent l'impact matériel limité de leurs actions.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/f240805tn64-1280x853-0b09c.jpg>]

Des objecteurs de conscience manifestent devant le centre de recrutement de Tsahal à Tel Hashomer, dans le centre d'Israël, le 5 août 2024. (Tomer Neuberg/Flash90)

Les quelque deux douzaines de militants qui ont parlé à +972 reconnaissent également qu'un cessez-le-feu en soi ne changerait pas les structures politiques en Israël et aux États-Unis - celles qui ont permis à des personnes de ces deux sociétés de participer à l'affamement et à l'assassinat de Palestiniens à grande échelle. Même si un accord est conclu, le processus de prise de conscience de l'appartenance à une société éliminationniste, qui a franchi de nouveaux seuils dans sa déshumanisation des Palestiniens, ne fait que commencer.

"Tant de gens ici sont dans une frénésie fasciste", a déclaré le militant Yahav Erez à +972. Je me demande : "Vous vivez dans un État génocidaire, presque tous les gens qui vous entourent n'ont aucune empathie pour ceux qui ne sont pas de "leur" peuple, et vous êtes toujours en contact avec eux - comment pouvez-vous leur donner une légitimité ? Mais d'un autre côté, j'ai déjà été comme eux". Face à ces défis apparemment insurmontables, la gauche radicale israélienne s'est fixé pour objectif un changement politique à long terme. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu n'est pas immortel ; le centre militariste et l'extrême droite messianique semblent actuellement être ses successeurs les plus probables. L'objectif des gauchistes est de jeter les bases qui pourraient faire d'eux une force politique viable une fois la guerre terminée. Pour ce faire, ils sont désormais contraints de réexaminer la manière dont ils conçoivent leur propre pouvoir, leur base et leur capacité à créer le changement.

Tirer vers la gauche

Au cours des deux dernières décennies, le centre et la droite israéliens ont fait pression pour "gérer" ou "réduire" le conflit - l'idée qu'Israël peut contrôler violemment les Palestiniens et appliquer l'occupation et le siège avec son armée de haute technologie, tout en poursuivant simultanément des accords de normalisation avec les pays arabes. Pendant un certain temps, cela a semblé fonctionner. Les militants de la gauche radicale et du camp de la paix au sens large se sont efforcés de susciter une urgence et une crise populaires autour des droits des Palestiniens, et la plupart des Israéliens juifs ont pu mener une vie quotidienne "normale" sans trop se préoccuper des Palestiniens. "Je vais être très honnête : nous étions coincés", a déclaré Sally Abed, l'une des principales militantes palestiniennes du mouvement judéo-arabe Standing Together. "Personne ne parlait de l'occupation, personne ne parlait de la paix. L'attitude était la suivante : "On s'en fout".

Malgré les échecs astronomiques du gouvernement et de l'armée depuis le 7 octobre, les dirigeants israéliens n'ont pas modifié leur approche. Pour Abed, les politiciens de tous bords ont continué à présenter au public des nuances différentes de la même politique. Même en allant jusqu'à la gauche [de la Knesset], personne ne propose au public israélien autre chose que "bombardons encore". Oh, ça ne marche pas ? Bombardons encore".

En dehors des lieux de pouvoir, l'opposition croissante à la guerre a conduit à des explosions occasionnelles d'énergie dans le camp de la paix israélien, symbolisées par le rassemblement du 1er juillet "It's Time - The Big Peace Conference" (Il est temps - La grande conférence pour la paix). Cela a marqué une ouverture potentielle pour les gauchistes, qui ont cherché à pousser les manifestations contre le cessez-le-feu à articuler un programme explicitement anti-occupation. Abed a expliqué que Standing Together, qui occupe un espace situé quelque part entre le camp pacifiste traditionnel et la gauche radicale, vise à agir comme "le poids qui tire [vers la gauche] ceux qui sont juste à notre droite, qui sont pour la plupart avec nous mais qui n'ont pas le courage de dire ce que nous disons".

Mais pour éviter le destin du camp de la paix israélien depuis Oslo, les organisateurs ont déclaré à +972 qu'ils devront tirer les leçons des échecs de la gauche tout au long de son histoire - et plus récemment des faiblesses des manifestations de masse contre le remaniement judiciaire du gouvernement d'extrême-droite.

Ces manifestations, qui ont eu lieu chaque semaine de janvier 2023 au 7 octobre, ont vu des centaines de milliers d'Israéliens descendre dans la rue au nom de la démocratie. Pourtant, les dirigeants des manifestations en faveur de la démocratie se sont efforcés de "limiter la portée du débat à la réforme judiciaire et aux accusations de corruption de M. Netanyahu", selon Noa Levy, secrétaire de la branche Tel Aviv-Jaffa du parti communiste Hadash, conseiller juridique et cofondateur du réseau de réfractaires à l'armée Mesarvot.

Face à ces tentatives, Levy et d'autres activistes ont formé un "bloc anti-occupation" au sein du mouvement de protestation plus large, en mettant l'accent sur l'apartheid et la privation des droits des Palestiniens comme étant au cœur de toute discussion sur la démocratie israélienne. Le mouvement de protestation principal a généralement traité le bloc anti-occupation - qui a parfois rassemblé plusieurs milliers de manifestants - comme un paria irritant, avec ses drapeaux palestiniens, ses chants arabes et ses slogans tels que "Pas de démocratie avec l'occupation". Pourtant, même au sein de ce bloc, il y avait de forts désaccords.

Le Bloc radical, un collectif de quelques centaines d'Israéliens d'extrême gauche qui s'est formé aux côtés du bloc anti-occupation, s'est rapidement imposé comme une force indépendante et est devenu un élément incontournable des manifestations organisées dans le cadre du cessez-le-feu depuis le 7 octobre. Contrairement au bloc anti-occupation, ce collectif considère le sionisme comme un projet de colonisation et lutte pour une société égalitaire pour tous entre le Jourdain et la mer Méditerranée, ainsi que pour le droit au retour des réfugiés palestiniens.

De "Ce n'est pas un conflit, c'est un génocide" à "Pilote, arrête de tuer des enfants" en passant par "Grand-mère, où étais-tu pendant le génocide de Gaza ?", leurs slogans et leurs chants lors des manifestations pour le cessez-le-feu ont représenté plus qu'une simple irritation pour les manifestants traditionnels, mais plutôt une répudiation totale de ces derniers.

Si nous pensons que les choses ne peuvent pas être réparées, nous ne faisons pas une politique de changement

Les désaccords entre ces factions ne peuvent être considérés comme une scission de la gauche ou une querelle interne mesquine. Ils reflètent leurs différentes réponses à la même question fondamentale : la société israélienne

peut-elle changer - ou est-elle bloquée dans un état permanent de violente rage anti-palestinienne ?

L'opinion de la gauche israélienne est mitigée. Je ne pense pas que nous puissions changer l'opinion des gens de l'intérieur", a déclaré M., un militant du Bloc radical qui a préféré garder l'anonymat par crainte d'être victime d'un "doxing". "Nous ne convaincrions personne qui n'est pas déjà avec nous. L'objectif, dit-elle, n'est pas de faire changer d'avis les Israéliens, mais plutôt d'être la voix de la vérité dans une société qui est dans un état de déni presque compulsif de la violence qu'elle inflige.

"Il y a ici le syndrome de David et Goliath", poursuit M.. "Nous [les Juifs israéliens] nous présentons toujours comme David, et il y a toujours un Goliath qui nous attaque. Même si nous tuons plus de 40 000 personnes, nous sommes toujours la victime".

Des militants de gauche manifestent pour demander la fin de la guerre à Gaza et au Liban, devant l'ambassade des États-Unis à Tel Aviv, le 20 novembre 2024. (Erik Marmor/Flash90)

Yahav Erez voit les choses différemment. Le sionisme n'est pas une identité innée pour les Israéliens, affirme-t-elle, mais plutôt une idéologie politique qui peut être remise en question comme n'importe quelle autre - et le faire reste une tâche essentielle pour les gauchistes israéliens. "Je parle à des gens dont les histoires sont la preuve vivante que l'on peut changer", a-t-elle déclaré à +972. "Le sionisme n'est pas une chose avec laquelle on naît, et c'est ce que l'on est pour le reste de sa vie.

Yeheli Cialic, militant du parti communiste israélien et ancien coordinateur du réseau de refus de l'armée Mesarvot, partage cet avis. "Je ne veux pas que les Israéliens soient décrits comme étant différents des autres connards du monde", a-t-il déclaré. "Si nous pensons que les gens sont stagnants et que les choses ne peuvent pas être corrigées, nous ne faisons pas une politique de changement. Et c'est irresponsable, car il s'agit de vies humaines".

Les différentes approches du public israélien tendent à faire surface autour du choix de la langue - que ce soit dans les pancartes de protestation, les discussions de groupe ou les messages sur les médias sociaux. En novembre 2023, les partenariats occasionnels entre le Bloc radical et le bloc anti-occupation plus large ont pris fin en raison de la réticence de ce dernier à utiliser le terme "génocide" pour décrire les actions d'Israël à Gaza. "Leur stratégie consistait à s'adresser le plus possible au courant dominant", explique M.. "Notre stratégie consistait à être intransigeants dans nos déclarations ; si le grand public ne peut pas [nommer le génocide pour ce qu'il est], au moins nous disons la vérité.

M. Cialic, en revanche, décrit l'utilisation d'un langage intransigeant au sein de la gauche israélienne et parmi les militants à l'étranger comme la preuve d'une mentalité de "perdant". "Il s'agit d'une politique d'expression personnelle et non d'une politique de construction du pouvoir ou d'un jeu pour gagner", a-t-il affirmé. "Lorsque vous tenez une pancarte dans la rue en hébreu, vous participez à une conversation, vous essayez de communiquer quelque chose au public israélien. Si votre message incite immédiatement les gens à se refermer, ou s'ils ne le comprennent même pas et se mettent en colère, alors vous avez échoué dans votre acte de communication et vous avez échoué dans cette action politique".

Les militants qui tentent d'attirer l'attention du public israélien se heurtent à l'imperméabilité totale du gouvernement israélien actuel à la pression populaire. Même si les manifestations en faveur du cessez-le-feu devaient prendre de l'ampleur, il est peu probable qu'elles aient un impact sur les actions militaires d'Israël. Ce n'est pas seulement vrai en Israël, mais dans le monde entier : des États-Unis à l'Allemagne en passant par l'Égypte et la Turquie, d'immenses manifestations ont envahi les rues pour réclamer la justice en Palestine, mais elles n'ont eu que peu d'impact sur les politiques de leurs gouvernements. Ce problème conduit à un sentiment plus large d'absence de but chez les militants, où il est pratiquement impossible d'évaluer si leurs efforts font une différence.

"Il n'y a pas un seul élément au sein du gouvernement qui vaille la peine d'essayer de faire pression", a déclaré Amjad Shbita, secrétaire général du parti Hadash et citoyen palestinien d'Israël. Même sous les gouvernements précédents de Netanyahu, lorsque nous descendions dans la rue, nous disions : "D'accord, Bibi ne va pas nous écouter, mais il y a d'autres éléments plus modérés sur lesquels la pression fonctionnera". Ce n'est pas la situation actuelle.

Face aux maigres résultats de la protestation ascendante, les gauchistes israéliens ne peuvent compter que sur les forces extérieures : pressions diplomatiques et appels d'offres pour la création d'un État palestinien, tribunaux internationaux, mouvements de boycott et sanctions. Fin octobre 2024, plus de 3 500 citoyens israéliens ont signé une lettre ouverte appelant à toutes les formes possibles de pression mondiale sur Israël pour qu'il arrête le génocide à Gaza. "Malheureusement, la majorité des Israéliens soutiennent la poursuite de la guerre et des massacres", affirment-ils, "et un changement de l'intérieur n'est actuellement pas possible".

Un partenariat fracturé

Ne disposant que de peu de moyens pour faire pression sur leur gouvernement ou persuader leurs concitoyens, de nombreux Israéliens de gauche ont tenté de soutenir une lutte commune entre Palestiniens et Juifs. Pourtant, les attentats du 7 octobre et les violences massives qui ont suivi à Gaza ont poussé les organisations juives et palestiniennes au bord de la rupture.

"Au début du mois d'octobre, personne n'imaginait que l'on puisse s'asseoir au même endroit et reconnaître une douleur mutuelle. C'était unimaginable", se souvient Abed, de Standing Together. Beaucoup de juifs israéliens de gauche ont changé leur vision de base de qui compte comme "nous", a expliqué M. Levy de Hadash. Ils pensent désormais que "nous" sommes des Juifs et qu'"ils" sont des Arabes qui doivent prouver qu'ils sont "nos" partenaires. Soudain, le partenariat lui-même est devenu une question".

Des Palestiniens et des militants israéliens de gauche protestent contre un avant-poste illégal de la colonie sur les terres d'Al-Makhrou, près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, le 3 septembre 2024. (Wisam Hashlamoun/Flash90)

Nisreen Morqus, secrétaire générale du Mouvement des femmes démocrates d'Israël (connu sous l'acronyme hébreu "Tandi"), considère ces tensions comme un élément naturel de la lutte commune, qui refait surface à chaque escalade de la violence. "Les sentiments nationalistes peuvent prendre le pas sur les principes et l'idéologie que nous partageons", a-t-elle déclaré. "Lorsque cela se produit, nous devons entendre le point de vue de chacun, mais nous devons également continuer à travailler pour influencer les politiques du gouvernement et du public. Pour cela, nous avons besoin d'une lutte commune, et non d'une lutte séparée".

La lutte commune ne signifie pas qu'il faille s'associer à toutes les initiatives, a expliqué Shbita de Hadash ; les militants doivent plutôt discerner quand l'action commune est la plus stratégique. Pour Shbita, "les Arabes et les Juifs qui manifestent ensemble en public ont une valeur ajoutée considérable ; les gens nous voient ensemble et ressentent de l'espoir". Mais lors des élections municipales ou nationales, où les partis judéo-arabes ont tendance à obtenir de moins bons résultats et sont confrontés à des obstacles politiques et bureaucratiques supplémentaires, il affirme qu'"une collaboration judéo-arabe trop étroite peut parfois s'avérer beaucoup moins efficace".

Que certaines tactiques soient mises en œuvre

conjointement ou séparément, conclut M. Shbita, "l'important est que les gens aient le cœur à la bonne place, ce qui signifie qu'ils doivent être ouverts et considérer cette lutte comme un combat unique et unifié". Pour convaincre leur

base de l'existence d'une telle lutte unifiée, les militants apprécient de pouvoir montrer que les intérêts juifs et palestiniens sont complémentaires et imbriqués - que les Israéliens juifs ont quelque chose à gagner à ce que les Palestiniens acquièrent la liberté et des droits.

Ce point n'est pas évident pour la plupart des Israéliens en dehors de la gauche. Au contraire, la paix est souvent considérée comme une sorte de "générosité" envers les Palestiniens, qui aurait un coût pour la société israélo-juive.

Face à cette vision dominante, la gauche affirme que les Juifs israéliens ont en fait intérêt à renoncer aux privilèges de la suprématie juive, puisque ces privilèges reposent sur un faux marché. L'assujettissement des Palestiniens exige des niveaux croissants de déshumanisation et de violence qui n'épargnent pas leurs bénéficiaires présumés ; le régime de suprématie juive ne peut être maintenu que par une société militarisée qui exige l'uniformité et l'obéissance de tous ses membres, en dirigeant sa violence vers l'intérieur également, vers les immigrants, les femmes, les homosexuels, les handicapés, les pauvres, les dissidents et l'ensemble de la culture arabe

Faire appel aux intérêts propres des Israéliens juifs met beaucoup de gens mal à l'aise ; parler des peurs des Israéliens peut être cruel ou détaché, alors que le génocide israélien à Gaza crée chaque jour de nouvelles horreurs, dont on ne connaît pas encore toute l'étendue. En outre, dans le contexte d'un bras de fer au sein de la gauche mondiale entre des points de vue opposés sur la signification et la pratique de la solidarité, certains insistent sur le fait que la partie privilégiée - le colon - ne devrait pas être motivée par ses propres intérêts pour soutenir les opprimés, et ce de manière inconditionnelle.

Selon un autre point de vue, la solidarité n'est pas simplement l'expression discursive du soutien d'un groupe à un autre. Il s'agit plutôt d'un processus de transformation sociale et politique qui remplace la logique de séparation et les relations de violence par de nouvelles alliances politiques à travers une lutte politique commune. Cette solidarité commence par la reconnaissance du fait que les destins de tous ceux qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée sont matériellement et irrévocablement liés.

L'occupation est alimentée par des considérations économiques et matérielles

L'une des faiblesses persistantes des espaces traditionnels de lutte contre l'occupation a été le rejet fréquent et désobligeant de la moitié de la population juive du pays, considérée comme non pertinente pour la construction d'un pouvoir politique de gauche - c'est-à-dire les Mizrahim, dont l'héritage remonte au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, et qui ont été historiquement marginalisés en Israël aux mains des Juifs ashkénazes ayant des racines en Europe. Cette situation découle de l'idée reçue selon laquelle les Mizrahim sont attachés à la politique de droite, et en particulier au parti Likoud de M. Netanyahou.

"Il existe un stéréotype selon lequel les Mizrahim soutiennent la droite qui soutient l'occupation - si les Mizrahim n'étaient pas là, il n'y aurait peut-être pas d'occupation", a expliqué le professeur Moshe Behar, cofondateur du Mizrahi Civic Collective (collectif civique mizrahi). Ce point de vue perdure dans les espaces anti-occupation, malgré les études montrant que la différence entre le vote de droite des Mizrahi et des Ashkénazes fluctue considérablement dans le temps et que l'éducation est un indicateur de vote plus significatif que l'appartenance ethnique.

Selon M. Behar, la gauche anti-occupation considère les divisions entre les classes ethniques des citoyens israéliens comme une "question de second ordre ou marginale" dans la lutte pour les droits des Palestiniens. Pourtant, les deux ne peuvent être séparés, poursuit-il, car "la question de la Palestine ne repose pas seulement sur des problèmes politiques au sein de deux nations, l'une juive et l'autre palestinienne ; l'occupation est alimentée par des considérations économiques et matérielles". Et c'est "précisément la déconnexion par la gauche traditionnelle des

divisions ethniques et des droits politiques des Palestiniens occupés et apatrides de Cisjordanie et de Gaza qui a affaibli la gauche depuis 1967", a-t-il ajouté.

Cette faiblesse s'est manifestée de manière flagrante lors des manifestations de l'année dernière en faveur de la démocratie, qui n'ont pas réussi à mobiliser les Mizrahim, ni même à les interpeller. Les manifestations n'ont pas tenu compte de l'impact des réformes judiciaires de l'extrême droite sur les pauvres, la classe ouvrière et les communautés privées de leurs droits en Israël - un oubli qui a galvanisé la réaction des militants mizrahi et des mouvements de gauche.

Comme l'explique M. Behar, les manifestations pour la démocratie n'ont fait "aucune mention du système de protection sociale, de la syndicalisation, des droits du travail ou de la façon dont les réformes judiciaires allaient complètement démanteler les systèmes publics d'éducation et de santé". Il a donc été facile pour la droite de mobiliser le ressentiment populiste et la politique identitaire revancharde des Mizrahi contre l'élite ashkénaze, l'électorat qui a dominé les manifestations.

Selon Sapir Sluzker Amran, avocate spécialisée dans les droits de l'homme et cofondatrice du mouvement féministe mizrahi Shovrot Kirof (qui a récemment annoncé qu'il cesserait ses activités à la fin de l'année), la droite a réussi à caricaturer les manifestations en les présentant comme "des ashkénazes riches, privilégiés et de gauche qui ont contrôlé [le pays] pendant toutes ces années, et qui pleurent maintenant parce que quelqu'un essaie de toucher à leurs privilèges".

Des mères célibataires palestiniennes de Jaffa manifestent aux côtés de militants de Shovrot Kirof devant le domicile du ministre de la Justice de l'époque, Gideon Sa'ar, en brandissant une banderole sur laquelle on peut lire "Les femmes de Jaffa demandent des logements", le 27 novembre 2021. (Oren Ziv)

En mettant l'accent sur la justice distributive parallèlement au démantèlement de l'occupation, le Mizrahi Civic Collective et Shovrot Kirof défient la cooptation populiste et conservatrice de l'ensemble de la lutte des Mizrahi. En cela, ils représentent une approche matérialiste revigorée de l'activisme mizrahi.

Selon Behar, au cours des 15 dernières années, "une grande partie de ce qui constituait la gauche mizrahi a été canalisée vers des questions de culture, de représentation, de musique et d'art", reléguant à l'arrière-plan les questions palestiniennes et socio-économiques. "C'est l'abandon de sa base matérielle qui a permis à la droite de coopter si facilement la lutte des Mizrahi. Pour Netta Amar-Shiff, avocate et cofondatrice du Mizrahi Civic Collective, la gauche israélienne doit cesser de considérer l'opposition à l'occupation comme un marqueur de classe, de statut ou d'éducation. "Le soutien à la paix n'est pas un bien culturel accessible uniquement aux Israéliens d'une certaine origine, a-t-elle souligné. "Nous offrons quelque chose qui n'existe pas actuellement dans le camp de la paix : une compréhension plus large, un éventail plus large d'approches politiques. Et si vous choisissez de nous écouter, alors tous ensemble, peut-être, nous serons capables de faire face à l'inégalité et à la guerre".

La bataille pour la périphérie

En reliant les luttes anti-apartheid et ethno-classiques, les gauchistes israéliens pourraient être en mesure de capitaliser sur les petites fissures dans le soutien du régime dans ce qu'Israël appelle sa "périphérie" - les régions autour du Néguev/Naqab dans le sud du pays et de la Galilée dans le nord. C'est particulièrement vrai pour les Bédouins, les Mizrahi et les habitants de la classe ouvrière des régions entourant la bande de Gaza, qui faisaient partie des communautés les plus gravement touchées par l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas. Leur abandon par le gouvernement ce jour-là, ainsi que dans les plans de réhabilitation qui ont suivi, était une continuation évidente d'une longue histoire de discrimination institutionnelle.

Aujourd'hui plus que jamais, les sympathies politiques des communautés négligées et vulnérables semblent être à prendre - un fait qui n'est pas passé inaperçu à droite. Omer Rahamim, chef du Conseil de Yesha, qui regroupe les conseils municipaux de colons, a averti que les sondages de la droite montrent que "le public le plus important qui a toujours voté pour le Likoud mais qui l'abandonnerait est le public traditionnel de Mizrahi". Parallèlement, de nouvelles initiatives, telles que "Okef Israel" de Shovrot Kirof, visent à mettre en place une infrastructure politique alternative grâce à laquelle les représentants des villes et des villages non reconnus de la périphérie peuvent participer à la collecte de fonds et à l'élaboration de politiques.

"Il y a une ouverture à de nouvelles approches [parmi les résidents]", a déclaré M. Amar-Shiff. Mais la droite est mieux préparée à tirer parti de ces ouvertures. "Je peux venir à Ofakim [ville du sud d'Israël à majorité mizrahi, qui a connu l'une des batailles les plus importantes du 7 octobre] en tant que gentille dame et offrir mon aide à la communauté pour atteindre ses objectifs politiques, mais il y a aussi le Garin Torani [réseau religieux-sioniste de nouvelles communautés missionnaires visant à "judaïser" davantage de quartiers et de villes]. Et ils ne se contentent pas de belles paroles. "Ils peuvent offrir des armes, des logements, des services de garde d'enfants et des programmes parascolaires", poursuit-elle.

"Et ils apportent leur propre version du judaïsme, qui est un judaïsme de haine".

Le Mizrahi Civic Collective, quant à lui, pratique ce qu'il appelle le "sauvetage mutuel", c'est-à-dire l'idée que différentes communautés matériellement vulnérables de la région - les résidents des "périphéries" géographiques et sociales d'Israël, par exemple, et les Palestiniens des zones rurales de Cisjordanie - ont le pouvoir de se sauver mutuellement de la violence et de la dépossession, et qu'une telle mutualité est éminemment politique.

Nombreux sont ceux qui, à gauche, se méfient des initiatives de coexistence dépolitisées et critiquent toute affirmation d'équivalence entre Juifs israéliens et Palestiniens, et rejettent cette idée. Mais comme l'explique Amar-Shiff, elle ne propose pas que les Juifs et les Palestiniens opèrent sur un pied d'égalité. "La mutualité ne démantèle pas en soi la hiérarchie entre Israéliens et Palestiniens, ni les hiérarchies au sein de ces sociétés", a-t-elle déclaré. "Il y a [toujours] une hiérarchie ; il n'y a pas de symétrie.

Des manifestants défilent à A-Rakeez dans la région de Masafer Yatta au sud des collines d'Hébron après que des soldats israéliens aient tiré dans le cou de Harun Abu Aram, 24 ans, le 8 janvier 2021. (Keren Manor/Activestills.org)

"Je ne dis pas que le peuple juif est actuellement confronté à une menace existentielle", a affirmé M. Amar-Shiff. "Je dis que je porte en moi cette menace, à la fois parce que je suis originaire du Yémen, où nous avons connu nos propres atrocités, et en tant que juif. Nous ne pouvons pas laisser la droite être la seule à parler de cette [peur], parce qu'elle la porte à un niveau violent d'anéantissement mutuel.

En effet, les horreurs du 7 octobre ont révélé le pouvoir du sauvetage mutuel à la plupart des activistes juifs-israéliens avec lesquels +972 s'est entretenu, qui se sont souvenus de moments où des amis ou des camarades palestiniens ont exprimé leur solidarité et leur inquiétude immédiatement après les attaques. Plus que toute autre chose, leurs relations politiques avec les Palestiniens ont renforcé leur détermination et leur engagement à résister au régime israélien, en brisant le désespoir et l'impuissance qui prévalaient.